

BULLETIN DES RÉGIONS

Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec

Numéro thématique : Pour une Politique en itinérance



Photos : François Roy

Table des matières

- Rencontre nationale : un bilan positif : p. 2
- Les suites à prévoir : p. 3
- Remerciements : p. 3
- Les enjeux et le contexte du projet de Politique en itinérance : pp 4-6
- La vision de l'itinérance à travers quelques mots : pp. 7-8
- Regards croisés sur le projet de Politique : pp. 8-10
- Les stratégies d'action pour une Politique : l'expérience du FRAPRU : pp. 10-11
- Le plan d'action proposé par le RSIQ : pp 12
- Budget fédéral et itinérance : un oubli à corriger : p. 13
- Le Canada comparait devant les Nations Unies : p. 13
- Recherche femmes et itinérance à Québec : p. 14
- Capsules du Collectif de recherche sur l'itinérance : p. 15
- Informations générales sur le RSIQ : p. 16

C'était les 21 et 22 avril dernier. Plus de 140 personnes provenant de différents horizons ont participé à l'exercice exigeant de mise en commun des revendications à porter afin d'améliorer le sort des personnes en situation d'itinérance de plusieurs régions du Québec.

Un horaire chargé, une implication soutenue tout au long de ces deux journées.

Voilà qui est très encourageant pour un si jeune regroupement. 2005 connaissait les états généraux sur l'itinérance. Temps d'arrêt sur les portraits, enjeux et pratiques en itinérance. À l'issue, était déposé Droit de Cité, déclaration commune en faveur de la reconnaissance des droits souvent négligés voire bafoués des personnes parmi les plus vulnérables. Près de 8 000 signatures ont été recueillies ... c'est pas rien.

On sait tous que le boulot ne manque pour personne. Pourtant, chaque mois à Drummond ou Montréal, des délégué-e-s se déplacent pour l'une ou l'autre de ces tâches : comités de coordination, exécutif, comité politique et comité avisé; représentations politiques, conférences de presse, mobilisations en tous genres ... et événements nationaux.

Beaucoup est accompli et derrière cette mobilisation, il y a Nathalie Rech. Sans bruit et sans cri, depuis un bureau quasi virtuel, elle produit, analyse, corrige, planifie, mobilise, ... et plus encore. Aussi efficace que discrète, elle mérite nos félicitations. Mille Bravos pour la qualité de ton travail, ta capacité d'adaptation et tes suivis chère Nathalie

RENCONTRE NATIONALE DE CONSULTATION : un bilan positif

140 participants provenant d'organismes communautaires, de regroupements ou d'institutions partenaires étaient présents à la rencontre nationale organisée les 21 et 22 avril dernier. Cette rencontre avait pour but de consulter le milieu sur le projet de politique en itinérance du Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec. Ce projet constitue notre première plateforme et comporte des revendications touchant aux droits des personnes en situation d'itinérance : citoyenneté, revenu décent, logement, droit de cité, accès en santé, éducation. Le projet comporte également des revendications à l'égard de la reconnaissance et du financement du réseau d'aide et de solidarité constitué au Québec de plus de 200 organismes communautaires oeuvrant quotidiennement auprès et avec les personnes en situation ou à risque d'itinérance.

La première journée de la rencontre a permis de discuter des propositions d'amendements amenées par les tables régionales membres du RSIQ. Rappelons que 10 rencontres régionales ont eu lieu en mars et avril et ont permis à près de 200 personnes de prendre connaissance des travaux du RSIQ sur la plateforme, de s'exprimer sur les revendications proposées dans le document et de formuler des amendements.

Les résultats des ateliers ont été débattus en plénière lors de la 2^e journée. Les participants ont été invités à trancher sur certaines propositions d'amendements. La plénière a permis de faire le tour du document et nous permet présentement de rédiger le document final.

Plusieurs responsables d'organismes en itinérance ont également été invités à amener leur regard sur le projet de Politique et plus généralement sur l'itinérance et les personnes qui la vivent. Nous avons également sollicité François Saillant qui nous a parlé de l'expérience du FRAPRU dans l'élaboration de plateforme de revendications, ce qui nous a conduit à conclure la deuxième journée par des discussions autour du plan d'action et des stratégies pour faire la promotion de notre plateforme et faire avancer la lutte à l'itinérance.

Les différentes allocutions ont été synthétisées et sont reproduites dans le présent bulletin. La plateforme quant à elle est en cours de rédaction et sera disponible sous peu dans sa version finale.

Les suites à prévoir

D'ici la fin de l'été, les tables régionales membres seront invitées à se réunir autour du texte final pour dégager les revendications prioritaires que la région souhaite porter et voir portées par le National en fonction de ses réalités. Cet exercice de priorisation sera aussi l'occasion pour les organismes des régions de s'approprier la plateforme finale et d'identifier des moyens d'action que la région pourrait mettre en œuvre pour faire valoir les différentes revendications.

Les résultats de ces exercices en région permettront d'alimenter le plan d'action du RSIQ pour 2006-2007. Une ébauche de ce plan d'action avait déjà été soumise pour discussion à la rencontre nationale des 21-22 avril (voir texte à la page 10). Le plan d'action sera discuté et adopté lors de l'Assemblée générale annuelle, prévue le 15 septembre prochain.

La plateforme sera mise en forme et éditée à plusieurs milliers d'exemplaires. Elle fera l'objet d'un lancement officiel à la suite de l'AGA. On prévoit d'ores et déjà des activités pour en assurer une large diffusion auprès des groupes communautaires en itinérance, des acteurs institutionnels, des regroupements alliés, des élus, des différents paliers de gouvernement, des médias, etc.



REMERCIEMENTS



Ouverture de la rencontre : de gauche à droite : France Labelle, Pierre Gaudreau, Pierre Maheux et Nathalie Rech

Un gros merci aux personnes et organismes ayant contribué au comité de travail sur le projet de Politique, au comité de coordination et à l'exécutif du RSIQ.

Le RSIQ tient à remercier l'ensemble des personnes qui ont contribué à l'organisation de la rencontre nationale, ainsi que celles qui ont soutenu le déroulement de la rencontre : à l'accueil, à l'animation ou la prise de notes des ateliers, ainsi que les personnes qui ont partagé leur expérience avec nous en faisant une allocution.

Merci à Lise Jean de PASSAGES pour sa collaboration spéciale sur ce Bulletin ainsi qu'à François Roy de Logemen'Occupe pour les photos.

Un gros merci à Pierre Maheux pour l'animation.

Pour le soutien accordé au RSIQ pour la tenue de cet événement, merci au Ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec, à la Ville de Montréal et au Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les enjeux et le contexte du projet de Politique en itinérance

Discours d'ouverture de la rencontre par Pierre Gaudreau, président du RSIQ

Je suis fier de constater que le pari que l'on a pris au RSIQ de travailler sur un projet de Politique en itinérance a suscité de l'intérêt, **près de 200 personnes ont participé aux consultations régionales** et plus de 140 personnes sont inscrites aujourd'hui et demain.

Notre projet est ambitieux et nécessaire

Se doter d'une vision commune de ce qu'on veut revendiquer, pour prévenir, soulager, réduire, combattre, éliminer l'itinérance...

L'itinérance a toujours existé, elle existera toujours sous une certaine forme, mais **son ampleur** et **sa croissance** dans les grands centres urbains et les grandes régions, comme les plus petites villes et régions sont **inacceptables**. De voir au Québec un nombre croissant de personnes, d'hommes, de femmes, de jeunes et de moins jeunes qui vieillissent et meurent prématurément dans la rue est inacceptable.

Quand le gouvernement du Canada reconnaît qu'il y a 150 000 personnes sans-abri au pays, on s'attendrait à beaucoup plus que la reconduction de l'IPAC. Même si on s'est battu pour celle-ci et que la reconduction 2006-2007 constitue une victoire pour notre mouvement.

On s'attend aussi à ce que le gouvernement du Québec se dote de beaucoup plus qu'un Cadre de référence pour orienter ses interventions au niveau du MSSS.

L'itinérance c'est un enjeu de santé et de services sociaux, mais c'est aussi et autant un enjeu de justice, de revenu, de logement, d'éducation, de condition de vie des femmes....

Notre projet est nécessaire parce que, comme le disait la Déclaration *Le Droit de cité*, « *personne ne devrait se retrouver sans abri, sans ressources ni soutien et l'itinérance n'est pas une fatalité* ».

Il y a **différentes actions** en itinérance, toutes nécessaires : refuges, hébergement, travail de rue de milieu, logement social, soutien communautaire, pour **différentes populations**, dans différentes réalités régionales, ce qui donne un cumul de demandes, de moyens, de revendications...

Un contexte pas évident

Notre projet de politique va dans le sens d'un **plus grand partage de la richesse**, il faut convenir d'une chose, on n'est pas très tendance. Présentement, on fait davantage l'éloge de l'accroissement de la richesse et de ses écarts...comme le supra éditorialiste du Soleil et de La Presse, Alain Dubuc, dans son plus récent livre.

Notre projet de politique va dans le sens de plus de réglementation, plus de normes, là aussi la tendance est davantage ailleurs.

Notre projet de politique va dans le sens d'une plus grande solidarité, alors qu'on voit l'intolérance, le *Pas dans ma cour* à la grandeur du Québec. Mais il n'y a pas juste ça. Il y a des Nuits des sans-abri. Il y a 8 000 personnes qui ont signé *Droit de cité*, du monde ordinaire, des élus, des artistes, des médecins. Il y a aussi d'autres tendances, d'autres voix...

L'argent est à Ottawa

Même si notre projet de Politique en itinérance interpelle d'abord le gouvernement du Québec, il ne faut pas oublier de s'adresser au **gouvernement fédéral** compte tenu du contexte.

Le 27 janvier dernier, a été élu un gouvernement conservateur. Sans être la fin du monde, ce n'est pas un contexte très favorable pour les mouvements sociaux. En même temps, dans le dossier **IPAC : la ministre Diane Finley a maintenu l'annonce préélectorale des libéraux de reconduction de l'INSA de 134.8 millions...**

La présence des conservateurs au pouvoir ne doit pas nous empêcher de revendiquer et d'espérer faire des gains. **Surtout que l'argent est là** et ne sert pas souvent aux bonnes choses. Pensons aux baisses d'impôt de 95 milliards \$ que Paul Martin a accordé en l'an 2000. Imaginez ce à quoi cela aurait pu servir. Les surplus sont encore faramineux à Ottawa, **plus de 10 milliards \$ par année.**

Je n'ai pas besoin de convaincre les groupes en itinérance de s'occuper du fédéral, avec des dossiers comme IPAC et le logement social. Mais il faut se rappeler que c'est aussi le cas sur le revenu...L'abolition du Régime d'assurance publique du Canada et les coupures dans les transferts aux provinces ont pavé la voie à des coupures et à des non indexations à l'aide sociale. C'est Québec qui norme et gère l'aide sociale, mais son financement dépend aussi beaucoup d'Ottawa.

Québec : Des fenêtres ouvertes

Au Québec, après trois ans de gouvernement Charest, on se retrouve dans un contexte préélectoral, et arriver avec une Politique et des demandes claires nous positionne bien. Pour aspirer à être réélu, le gouvernement devra fournir des réponses aux problèmes, à nous de lui en suggérer.

D'autant plus que le gouvernement par le biais du MSSS veut se doter d'un Cadre de référence en itinérance. Si les travaux entamés cet hiver, qui reprendront bientôt, visent d'abord à orienter l'intervention du MSSS, les personnes participant au comité aviseur de ces travaux, les 3 représentants du communautaire, mais aussi des personnes de la ville de Montréal, des Agences et de CSSS sont intervenues pour que ce Cadre interpelle aussi les autres ministères. Soyons clairs, ce Cadre que le gouvernement veut se donner ne sera pas notre politique, mais le fait que le gouvernement veuille travailler la question est un élément de contexte positif, et c'est en partie le résultat de notre action.

Le contexte préélectoral dans lequel les partis travailleront leur plate-forme et leurs engagements est aussi une occasion favorable à la promotion de notre Politique.

Villes : Une donne très variable

Les villes n'ont pas les principaux moyens financiers pour agir, mais sont des acteurs importants, que ce soit au niveau de la police, du logement, des permis, etc. Plusieurs villes nient le problème de l'itinérance ou refusent de s'engager dans des actions favorables.

D'autres, comme Montréal, ont une reconnaissance (incontournable) de la question de l'itinérance, mais ont une action très variable soufflant le chaud et le froid : s'engageant activement dans la réalisation de logement social pour SDF, mais laissant le stock de maisons de chambres disparaître. Reconnaissant le besoin d'aider les personnes itinérantes, mais leur collant des milliers de contravention qui les mènent en prison...

Gagner dans ce contexte ?

On ne gagnera pas l'application de notre Politique en l'adoptant, il va falloir se mobiliser pour marquer des points.

Sur certaines questions, le RSIQ pourra agir comme leader, en développant des alliances et des appuis comme on l'a fait (par exemple avec nos campagnes IPAC). Le RSIQ existe parce qu'il est pertinent, a démontré sa capacité d'agir, d'articuler, de représenter. Il n'a pas le monopole de la question de l'itinérance, mais avec ses membres, il représente quelque chose, une voie, un acteur, un outil. On sollicite notre présence, au niveau des gouvernements, mais aussi notre action, au niveau des autres regroupements.

Sur d'autres questions on pourra agir en appui à d'autres mouvements, en laissant le leadership à d'autres pour viser d'abord à accroître le rapport de force. Sur d'autres encore, on pourra agir en développant des alliances de travail avec d'autres mouvements pour porter certaines demandes.

Des exemples de gains

Il faut se souvenir que notre action ne donne des résultats qu'en se mobilisant.

IPAC : On a, à la grandeur du Québec multiplié les actions, les conférences de presse, multiplié les appuis (550 groupes c'est énorme)

Logement social : Le dernier budget du gouvernement du Québec a maintenu un investissement dans le logement social, c'est le seul gouvernement au Canada.

Les maisons d'hébergement pour femmes en difficulté et victimes de violence ont fait des avancées remarquables, fruit d'années de travail.

Contre le *Pas dans ma cour* à Montréal, la mobilisation a fait reculer l'arrondissement Ville-Marie dans sa volonté d'adopter un règlement restreignant le droit des organismes de se localiser là où sont les besoins.

Pourquoi ces gains ou ces avancées ? Des constantes

Une grande demande pertinente, appuyée, claire

Une mobilisation des personnes,

Un regroupement porteur crédible

Une diversité des moyens d'action

Une persistance dans la lutte

On n'a pas tout ça, au RSIQ, on a peu de moyens...mais on a des idées, du monde, un projet de Politique qui est nécessaire.

On va faire des erreurs, ça ne sera pas parfait, **ce sera notre première**. On va se doter d'une plateforme commune à partir de laquelle on va demander des actions pour prévenir, soulager et réduire l'itinérance.

Il faut garder en tête que ce que l'on votera, on le portera, ce n'est pas juste un mandat qu'on donne à une instance, à un exécutif. **C'est un mandat collectif.**

J'ai confiance parce que vous êtes là, parce que j'ai vu les résultats des rencontres régionales, l'intérêt, les critiques, les amendements, la mobilisation autour du projet. **Et parce qu'on est condamnés à réussir.** Parce que les besoins sont là, parce que, comme le dit *Droit de cité*, « *Personne ne devrait se retrouver sans abri, sans ressources ni soutien et l'itinérance n'est pas une fatalité* ».

LA VISION DE L'ITINÉRANCE à travers quelques mots

D'après l'allocution de France Labelle, présidente du RAPSIM et directrice du Refuge des jeunes de Montréal

Je prends la parole en sachant que je ne vous apprendrai rien. Entendez ce propos comme un partage de mes 20 ans de pratique, l'occasion d'un bilan. Je vous propose mes mots et ceux entendus et retenus.

La première chose dont je voulais vous parler, c'est la **VOLONTÉ de changer le monde**. Il y a le monde et du monde. Il y a la volonté initiale de changer et la **volonté de comprendre le vrai monde**, par l'écoute et l'expérience.

Ensuite, **la PAUVRETÉ**, celle vue ici, celle ailleurs dans le monde sous ses différentes formes. La pauvreté, c'est NE PAS ÊTRE : Quelqu'un comme les autres, c'est NE PAS AVOIR : d'eau courante, d'électricité, d'argent, de biens, c'est NE PAS POUVOIR : s'instruire, instruire ses enfants, bâtir et offrir.

Il y a bien sûr une pauvreté objective – la pauvreté matérielle – mais aussi la pauvreté subjective, celle symbolique, intériorisée.

La pauvreté se vit différemment que l'on soit de mêmes conditions au sein d'un village, d'une communauté ou que l'on soit **pauvre parmi les riches**. Cette dernière pauvreté crée les conditions de l'exclusion jusqu'à l'itinérance.

Une des réponses à la pauvreté, c'est l'assistance, un des véhicules de l'humiliation sans la participation; que sous-tend un rapport inégalitaire : "se comporter en bon pauvre" "avoir la modestie de sa condition". L'assistance est une dynamique dans laquelle la personne ne peut pas contribuer, ni participer donc est exclue.

L'**EXCLUSION** se vit à différents niveaux. Celui de la famille, celui de l'école, du monde du travail, de la Cité.

Voici quelques mots que j'ai entendus des jeunes avec lesquels nous travaillons au Refuge :

«Je suis le déchet résiduel de la famille»

«Mon père était dans l'extermination, faque ils m'ont exterminé»

«Ils m'ont placé, ma mère avait deux autres enfants, y en avait un de trop»

Dan Bigras dit souvent que ces jeunes sont mis « dehors de dehors » pour décrire les situations de répression dans les rues de nos villes.

L'exclusion, c'est ne plus être considéré comme citoyen à part entière. C'est se voir restreindre l'occupation de l'espace public; c'est se voir attribuer les étiquettes de « nuisance », « d'incivilités » (réf. aux règlements municipaux) devenant synonyme d'incitoyenneté. C'est subir la discrimination dans l'application des règlements; c'est vivre la judiciarisation, exemple patent de la pénalisation de la pauvreté.

L'exclusion vient aussi du regard des autres (l'accusation sous toutes ses formes) **ou du non regard** (le détour pour vous ignorer).

Le regard des autres qui est lourd des préjugés : « c'est rien qu'un ... » « va donc travailler ... »

Les conséquences du non regard, c'est la négation, la consécration de l'exclusion. Et en découlent : la honte, un processus d'invalidation, le sentiment d'être indigne.

Un jeune me disait : «j'ai honte de me promener avec moi, toi, t'as pas honte de te promener avec moi?»

Les personnes marginalisées réagissent par la fuite ou l'anesthésie : j'essaie de me cacher pour que les gens ne me voient pas; je n'ai pas ma place parmi vous; je disparaissais. Ou par la colère : on se conforme à l'image, on adopte les comportements reprochés, on confronte, on attaque.

L'exclusion crée un grand sentiment de solitude : «je vais mourir tout seul»

Il faut se rappeler le mot du sociologue Gaujelac : « Un homme noble s'impose de ne pas humilier l'autre. »

Enfin, je voulais vous parler d'un antidote à l'exclusion : la **SOLIDARITÉ**. Paul Piché disait : « Pour aider le monde il faut savoir être aimé ».

Sans être pareils ni aussi pauvres on peut accueillir, regarder, écouter, échanger, accepter de recevoir, de partager dans le souci d'établir une communication, un rapport égalitaire.



France Labelle

« Si je monte quelque part, je vais te faire monter pour que tu puisses voir la beauté que moi, je vois. Pis si jamais t'arrives pas à l'apercevoir cette beauté là, je vais t'expliquer comment je la vois pour qu'au moins tu puisses en percevoir un petit peu. »

Être solidaire c'est resserrer les rangs, pas pour ne pas laisser entrer mais pour ne pas échapper, laisser tomber du monde. **C'est poser un regard sur l'autre comme faisant partie de nous et nous faisant partie d'eux.**

C'est ce que j'essaie de faire et de transmettre ... **l'ESPOIR.**

Regards croisés sur le Projet de Politique

D'après le panel sectoriel. Nous avons demandé à trois personnes de nous parler des liens entre leur milieu, leurs pratiques, leur vision de l'itinérance et la plateforme proposée par le RSIQ'



Panel sectoriel : de gauche à droite : André Couillard, Pierre Maheux, Lise Savard et Gisèle Denoncourt.

André Couillard, coordonnateur de la Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield.

2005 aura vu les demandes d'hébergement exploser au sein de notre ressource. Rien de bien nouveau pour l'ensemble des organismes présents à cette rencontre. Toutefois, cela signifie qu'à 6 998 reprises, quelqu'un aurait couché dehors dans la petite ville de Valleyfield et il y a pourtant eu 8 000 refus ...

Ma colère est grande et ne vous est pas adressée. Ma présence souligne la nécessité d'interpeller sérieusement voire sévèrement nos élus. Les interpeller quant à la perte sociale autant de capital que de potentiel dont nous sommes témoins.

Les personnes dont je parle n'ont pas de papier officiel de leur existence et ce même après soixante jours d'hébergement, ils n'y ont pas accès, nous si.

Ceux et celles qui perdent tout d'une manière ou d'une autre font souvent face au regard qui juge.

Face à autant de détresse, notre action se doit d'être solidaire afin que notre démarche n'en soit pas qu'une de papier. Car il ne suffit plus de parler entre nous ... il y a nécessité, il y a scandale. Nous avons le devoir de reconnaître la volonté d'aider, de contribuer, des personnes en situation d'itinérance et savoir la refléter dans nos actions. Il est de notre devoir de nommer à nos proches ce frère, ce voisin.

Lise Savard, directrice du Centre amical de La Baie et présidente de la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec

Je suis rejointe sur toute la ligne par ce projet de Politique.

La rencontre régionale préparatoire à cette rencontre nationale a permis de faire ressortir quelques constats : la complexité et le cumul des problématiques; la notion de sans abri définit également les personnes qui changent continuellement de résidence et dont la situation de précarité persiste; le volume croissant de personnes présentant des problèmes de santé mentale.

Aux facteurs individuels (réapprendre à vivre en société, en accepter les normes ...) s'ajoutent les facteurs structurels (le difficile accès à un chèque sans adresse, les propriétaires à convaincre ...).

En région éloignée des grands centres urbains, se vivent des réalités complexes. Une même maison abritera différentes situations qu'il faut conjuguer. On retrouvera des femmes avec enfants côtoyant des femmes en situation d'itinérance et d'autres présentant des problèmes de santé mentale. Cette mixité des problématiques pose des défis importants de cohabitation tout autant que d'intervention.

La situation des femmes est particulière car moins visible, mieux organisée; d'autant qu'il est plus difficile de comprendre qu'une femme soit itinérante. Ainsi, tout nous rejoint dans cette politique à l'exception d'un regard spécifique à la condition des femmes qui en est absent.

Quand tout se vit dans notre cour, au sein d'une petite communauté (20 000 habitants), l'étiquette est facile. L'itinérance au Saguenay / Lac Saint-Jean commence à être visible; mais, quoique cela puisse paraître paradoxal, cela s'avère utile pour la reconnaissance de la problématique et des organismes qui travaillent pour la résoudre.

À la volonté de reconnaissance devront également s'ajouter les moyens financiers qui, la plupart du temps ne suivent pas.

Notre contribution ira du travail entamé au combat : Agissons afin de défendre les droits des personnes en situation d'itinérance de façon commune et solidaire, interrégionale et provinciale. La Nuit des sans abri est un de ces lieux d'action et de solidarité.

Gisèle Denoncourt, coordonnatrice de l'Auberge du cœur Habit-Action et administratrice du Regroupement des Auberges du cœur du Québec.

Les 27 Auberges du cœur disséminées à travers le Québec ont à cœur d'offrir à plus de 3 000 jeunes hommes et femmes de 12 à 30 ans par année des milieux de vie. Au gîte et couvert, se greffe la vie associative au sein de la communauté. À cette approche globale s'ajoute le souci d'offrir une continuité de liens plutôt qu'une continuité de services. L'hébergement n'est pas un but en soi mais le moyen d'atteindre l'objectif d'insertion sociale.

Les Auberges sont aussi des lieux de crise, de dernière réponse, les besoins étant complexes et diversifiés. Des jeunes à l'abandon auxquels les ressources personnelles, familiales, ou publiques n'ont pu répondre et à qui il faut adresser une nouvelle réponse : le développement de nouveaux liens sociaux qui reconnaissent leur besoin de vivre à leur manière.

Le milieu communautaire offre une opportunité pour soutenir les choix personnels, comble l'isolement; offre un réseau, une appartenance où développer des expériences significatives ayant trop souvent manqué dans le parcours des personnes exclues.

L'importance de livrer bataille pour les personnes a pour véhicule, la politique. Notre regard doit porter loin. Les Auberges se sentent concernées par cette proposition de politique car elle contient un appel à l'humanité, un devoir collectif. Passons à l'action afin de contaminer tout le monde.

La Nuit des sans abri, initiée par les Auberges du cœur, existe depuis 1989. La première s'était déroulée rue de l'impasse à Montréal; et aujourd'hui, en 2005 à Drummondville, l'accès au parc municipal lui a encore été refusé.

Droit de Cité? Il n'y a pas de cité accueillante pour les personnes en situation d'itinérance, alors, il nous faut continuer à nous battre pour faire respecter leur droit de cité.

LES STRATÉGIES D'ACTION POUR UNE POLITIQUE : l'expérience du FRAPRU

D'après le Discours de François Saillant coordonnateur du FRAPRU

Quoique transférable, l'expérience d'un regroupement tient à sa personnalité et à son expérience. Le FRAPRU a une histoire longue de 27 ans. Il a déjà élaboré plusieurs plateformes de revendications en lien avec les politiques gouvernementales touchant l'habitation.

Pourquoi élaborer une plateforme ?

Principalement pour prendre les devants sur les décisions à venir avec les demandes propres au mouvement.

Le FRAPRU a présenté des demandes de Politique en logement déjà 3 fois en 20 ans (1984 sous René Lévesque, 1989 sous Robert Bourassa et Daniel Johnson et 2004 sous Jean Charest). Et il n'y a toujours pas de Politique du gouvernement du Québec.

Est-ce utile ou pas ?

L'élaboration d'une plateforme est certainement utile pour nous-mêmes, elle permet la cohérence du mouvement, elle permet de bâtir autour de points de vue communs tout en reconnaissant des différences, elle permet de réaliser des actions communes, de préparer des offensives en évitant d'être à la remorque des décisions. Cela permet d'occuper la place publique sur la base de propositions de

solutions. Il s'agit de moments importants pour un mouvement. Mais attention, ce n'est pas une panacée.

Une combinaison de moyens de promotion de la plateforme

Il est important de soutenir tout projet ou revendications par des stratégies multiples, par une diversité de moyens :

- Élaborer une plateforme
- Vaste campagne de recherche d'appuis
- Rechercher des alliances, des coalitions (attention, si elles peuvent permettre des avancées, elles peuvent aussi être aussi source de débats)
- Assurer une présence dans l'actualité : dénoncer toute situation scandaleuse sur la place publique, réagir rapidement, et créer des liens avec les revendications qui sont propres au regroupement;
ex : dossier noir sur ... pénurie de logements surtout abordables
- Le lobby et les représentations politiques : c'est la partie du travail la moins visible. Il s'agit d'assurer une présence auprès des acteurs gouvernementaux; de présenter des dossiers et des enjeux.
- Participation aux tables : attention, il faut savoir quand y aller et quand les quitter (lorsqu'elles ne nous servent plus)
- Mobilisation directe des personnes concernées par l'exclusion, l'exploitation à partir des moyens avec lesquels les gens sont à l'aise (Ex : actions tapageuses, occupations, suivi téléphonique)

Comment utiliser nos plateformes ou projets de politiques

De façon globale : Tous les aspects sont mis de l'avant.

Pendant longtemps, le FRAPRU a porté la demande d'une Politique en logement. Toutefois, la politique qui serait mise de l'avant par le gouvernement pourrait aller tout à fait à l'encontre des revendications du groupe de pression. L'énoncé d'une politique peut être fort contradictoire. La revendication d'une politique peut alors piéger. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, le FRAPRU a réorienté ses pressions sur la base de ses revendications (détaillées) et ne revendique plus une Politique gouvernementale.

De façon morcelée : priorisation stratégique des demandes

À l'intérieur d'une plateforme, toutes les revendications n'ont pas nécessairement la même importance (ex : la chantier de logements sociaux versus l'allocation logement). Il faut également établir des priorités car on ne peut pas nécessairement tout porter en même temps. Pour cela, il faut savoir aussi tenir compte de la conjoncture : à certains moments, il faut mettre de côté les priorités établies et table sur d'autres revendications de la plateforme en fonction de ce que l'on gagne à agir sur le contexte actuel. Il est important de tenir compte de l'agenda politique (ex : budget d'un gouvernement).

Il faut souvent se poser la question : Qu'est-ce qu'on a la chance de gagner avec le contexte actuel ?

Les dangers d'une politique

1. Finir sur une tablette
2. se servir d'une plateforme comme liste d'épicerie sans priorisation
3. la priorisation exclut les revendications qui ne feront jamais la manchette (EX : la reconnaissance du droit au logement est inscrite dans la Charte. Quand il y a eu expropriation, son corollaire de revendication des logements barricadés à des fins de logement social n'a pas eu lieu.)

Des batailles n'ont pas eu lieu et ce fut une erreur. Ainsi, face à l'insalubrité et la négligence des propriétaires, la demande est adressée de les convertir en logement social mais on a consacré peu de moyens à cette lutte.

Des rendez-vous importants à venir où la solidarité et la complicité RSIQ et FRAPRU seront mises à profit pour une lutte commune : Budget fédéral, Mesures d'urgence pour le 1er juillet prochain, Comparution du Canada à Genève pour répondre du respect des droits économiques et sociaux.

PLAN D'ACTION PROPOSÉ PAR LE RSIQ ET STRATÉGIES DE MOBILISATION

D'après la présentation de François Roy, vice-président du RSIQ et coordonnateur de Logemen'Occupe (Gatineau)

POINTS SAILLANTS

1- Établir des priorités claires dans notre Politique

Chaque région organisera un caucus régional pour évaluer ceux des enjeux qui lui sont prioritaires, et définir une revendication prioritaire par objectif (il y a 6 objectifs : droit de cité, revenu décent, droit au logement, droit à la santé, droit à l'éducation et réseau d'aide et de solidarité).

Le comité de coordination et l'AGA travailleront sur les priorités à partir de ces propositions des régions.

2- Faire connaître la Politique

Différents moyens et activités de diffusion : Envoi aux groupes en itinérance, regroupements et groupes alliés, députés, Tournée de conférences de presse régionales.

3- Face au gouvernement fédéral

L'objectif prioritaire demeure IPAC au delà du 31 mars 2007. Une action sera organisée en mai. D'autres actions seront prévues afin d'obtenir une annonce d'ici Noël (action de mobilisation début septembre (genre mise en demeure), travail avec les oppositions, autre action en novembre)

Autre objectif : réinvestissement fédéral en logement social (actions avec des groupes logement)

4- Face au gouvernement du Québec

Objectif : Amener le gouvernement et les partis d'opposition à s'engager en faveur d'une politique en itinérance intersectorielle

Il faut suivre les annonces à venir de la ministre Delisle concernant les travaux en cours sur un cadre de référence en itinérance.

Exemples de moyens d'action : Nuit des sans-abri (mettre la Politique de l'avant), Rencontre des comités de programme ou plate-forme électorale des partis, Tournée de conférences de presse régionales.

5- Face au gouvernement des villes

Les municipalités ont aussi des responsabilités et seront à interpeller (selon les agendas des tables régionales).

MOBILISATION

La force du RSIQ, ce sont ses membres en région qui mobilisent leurs équipes de travail, mais aussi les personnes itinérantes elles-mêmes, usagers et usagères des ressources. Ces personnes sont directement concernées par le projet de politique qui souhaite agir sur les facteurs de l'itinérance, faire respecter leurs droits et améliorer leurs conditions de vie. Davantage de présence de leur part est souhaité dans nos débats à venir ainsi que lors des actions, manifestations, etc. Certaines d'entre elles pourraient assumer le rôle de porte-parole.

Faire valoir les réalités propres à l'itinérance, développer des positions et des actions communes aux groupes itinérance, faire front commun avec d'autres qui mènent déjà des luttes, être en lien avec des groupes aux niveaux canadien et international, améliorer nos rapports de force avec les instances gouvernementales. Tels sont nos devoirs pour les années à venir. À partir de notre projet de Politique qui n'est qu'un point de départ.

Budget fédéral et itinérance : un oubli à corriger

Sans grande surprise, le premier budget du gouvernement conservateur n'a pas annoncé la reconduction de l'Initiative de Partenariats en Action Communautaire (IPAC). Avant de déclencher les élections, les libéraux avaient prolongé d'un an ce programme, jusqu'au 31 mars 2007. Le gouvernement Harper a maintenu cette courte prolongation. Celle-ci a permis à des dizaines d'organismes de maintenir l'intervention d'aide, de soutien et de défense de la population itinérante. Plusieurs nouveaux projets se réaliseront aussi dans la prochaine année.

Le maintien et la bonification du programme IPAC sont essentiels pour améliorer la situation des personnes en situation d'itinérance. Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec revendique que cette aide soit maintenue, bonifiée et récurrente. Bonifiée, parce que les demandes pour ce programme ont dépassé de trois fois les budgets disponibles. Récurrente, parce que les groupes doivent pouvoir arrêter de se battre annuellement pour ce financement, pour se concentrer sans incertitude sur leur intervention auprès des sans-abri.

À date, le gouvernement Harper n'a pas entendu le message. Mais les pressions s'accroissent auprès de la ministre responsable du dossier Diane Finley et du ministre responsable du Québec, Lawrence Cannon. Les groupes en appellent aussi aux partis d'oppositions pour qu'ils reprennent cette demande, ce qu'ils ont peu fait jusqu'ici.

La reconduction de l'IPAC n'était pas dans le budget fédéral du 2 mai dernier, mais cela doit être annoncé bien avant le prochain budget. Le RSIQ vous invite à appuyer la demande pour la reconduction du financement fédéral en itinérance en écrivant à Diane Finley. Nous contacter pour le détail de la campagne.

Le Canada comparait devant les Nations-Unies

Début mai, le Canada comparait devant le Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels (DESC) de l'ONU réuni à Genève. Présents à la comparution et représentant les organisations qui ont produit le Rapport social, Vincent Greason de la Ligue des droits et libertés et François Saillant du FRAPRU se sont réjouis des interrogations très serrées menées par les membres du Comité sur les enjeux concernant la lutte à la pauvreté. Plusieurs questions des experts du Comité ont porté sur les investissements fédéraux dans le logement social et la lutte contre l'itinérance, la faiblesse de l'aide sociale, de l'assurance-emploi et du salaire minimum, les évictions pour non-paiement de loyer des locataires pauvres, la fréquentation accrue des banques alimentaires et l'absence d'instruments officiels de mesure de la pauvreté.

Des membres du Comité ont finalement souhaité le renforcement des DESC au Canada et dans les provinces, de même que de la capacité de les exercer devant les tribunaux, comme c'est présentement le cas pour les droits civils et politiques.

Le rapport sera disponible dès le 19 mai sur le site des Nations-Unies. Voir aussi la Ligue pour plus d'informations.

Si on parlait femmes et itinérance ...

Voici des informations sur l'état de la recherche sur les femmes et l'itinérance à Québec, initiée par le RAIQ et le RGF 03.

Le Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIQ) a démarré il y a plusieurs mois une recherche sur l'itinérance au féminin.

Les 8 entretiens collectifs prévus pour la vague 1 ont été réalisés. L'équipe de recherche a ainsi rencontré 36 femmes dans les ressources suivantes : YWCA, Centre Communautaire de l'Amitié, Centre Jacques Cartier, Rose du Nord, Lauberivière, Centre Femmes aux 3 A, Maison Marie-Frédéric et enfin le Café Rencontre centre ville.

L'objectif de la première vague était de rencontrer une population de femmes diversifiée et hétérogène de manière à dresser un portrait global de l'itinérance au féminin. De là, l'équipe a observé certains profils et problématiques spécifiques qu'elle souhaitait explorer plus en profondeur. L'équipe rencontre actuellement les femmes fréquentant certaines ressources reliées à une problématique particulière à la fois

de manière collective mais également en entretiens individuels.

La moitié des 20 entrevues individuelles prévues a été réalisée.

Enfin, on pense maintenant aux stratégies d'approche pour la vague 3 qui verra, entre autres, la recherche voyager dans les contrées lointaines (!) de Portneuf et Charlevoix.

Une rencontre du comité femme sera convoquée vers la fin mai – début juin, et on y fera le point sur la démarche et les résultats préliminaires.

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à contacter Myriam Loudahi au RAIQ : (418) 522-6184/ ou par courriel : recherche@raiq.org

Les membres de l'équipe de recherche
Myriam Loudahi, Lucie Gélinau, Fanny Bourgeois, Rozenn Potin, Lagi Zoundi.

Capsules d'information du Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale

Colloque annuel du CRI

Le 26 mai prochain se tiendra le colloque annuel du Collectif de recherche sur l'itinérance (CRI) à l'Université du Québec à Montréal. L'enjeu de ce colloque intitulé « Itinérance et santé mentale : réalité sociale, réalité psychique » est d'examiner les réalités sociale et psychique des personnes itinérantes afin de mieux comprendre comment elles sont prises en compte dans l'intervention.

La journée sera organisée autour de trois blocs : 1) santé mentale : concepts, réalités et enjeux; 2) santé mentale et itinérance : réalités sociales et cliniques; 3) la détresse chez les jeunes : expériences d'intervention. Chaque bloc sera suivi d'une période d'échanges avec les personnes participantes. Pour aborder ces questions, nous avons réuni des conférenciers et des conférencières issus du milieu de la pratique et du milieu universitaire.

Ce colloque s'adresse autant à des personnes oeuvrant au sein d'organismes communautaires qu'institutionnels. Nous souhaitons poursuivre le dialogue entre chercheurs, chercheuses et intervenants intervenantes afin d'offrir un espace où peuvent s'exprimer les différents points de vue sur la question de l'itinérance et de la santé mentale. Nous espérons ainsi contribuer à l'avancement du débat.

Pour plus de renseignements ou pour vous inscrire, vous pouvez consulter le site internet du CRI à l'adresse suivante : www.unites.uqam.com/CRI ou communiquer avec Lyne Nantel au (514) 987-3000 poste 0295 ou cri@uqam.ca

Représentations des actions intersectorielles dans la lutte contre le VIH/SIDA

Un rapport de recherche portant sur les représentations des actions intersectorielles dans la lutte contre le VIH/SIDA vient d'être déposé. Cette recherche dirigée par Shirley Roy, responsable du CRI, s'intéresse à la configuration de l'action intersectorielle dans les secteurs susceptibles d'être interpellés par cette forme d'action. Le ministère de la Santé et des services sociaux reconnaissait celle-ci comme un des leviers permettant de maintenir, d'améliorer ou de restaurer la santé et le bien-être des Québécois et des Québécoises. Cette recherche, menée dans trois villes du Québec (Montréal, Québec et Sherbrooke), vise à saisir comment, dans des contextes différents, avec des acteurs qui n'ont pas les mêmes fonctions dans leur secteur respectif (santé publique, sécurité publique, la ville, par exemple) ne vivent pas la même intersectorialité, ne la raconte pas de la même manière, ne l'explique pas avec la même rationalité.

Sur le plan méthodologique, 38 entretiens individuels semi-directifs ont été effectués auprès d'acteurs clés dans le secteur de la santé publique, de la sécurité publique et de la ville pour Montréal. Pour ce qui est des villes de Sherbrooke et de Québec, des focus groups ont été réalisés réunissant des acteurs d'un même secteur pour chacune des deux villes. Les résultats montrent qu'un consensus existe auprès des personnes rencontrées dans les trois villes : l'action intersectorielle n'est pas, à l'heure actuelle, un modèle accompli de fonctionnement et de collaboration pour mener la lutte contre le VIH/SIDA, mais elle se révèle être un projet prometteur.

Il est possible de consulter gratuitement le rapport en se rendant sur le site internet du CRI à l'adresse suivante : <http://www.unites.uqam.ca/CRI/frame.html>

Liste des membres du RSIQ

Tables ou regroupements régionaux en itinérance :

- Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)
- Table Action Prévention Itinérance de Lanaudière (T.A.P.I.L.)
- Table de concertation des sans domicile fixe de Longueuil
- Table itinérance de Vaudreuil-Soulanges
- Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ)
- Table itinérance de Saguenay
- Table de concertation sur l'itinérance de Sherbrooke
- Comité de lutte contre l'itinérance en Outaouais urbain
- Groupe Action Pauvreté Yamaska (Granby)
- Table de concertation sur l'itinérance de Drummondville
- Comité directeur de Trois-Rivières

Au Bercaïl de St-Georges (Beauce)

Le Répit du Passant (Rimouski)

Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale (CRI) (*Membre associé*)

Informations générales

Comment joindre le RSIQ ?

Nouvelle adresse postale :

CP 60140

5101, rue Saint-Denis

Montréal (QC)

H2J 4E1

Coordonnatrice : **Nathalie Rech**

Téléphone : (514) 528-6466

Courriel : nathalie.rech@videotron.ca

Fax : (514) 879-1948

Président : **Pierre Gaudreau**

Téléphone : (514) 879-1949

Courriel : pierre.gaudreau@qc.aira.com

Une foule d'informations sur votre Réseau

Accessibles sur Internet au www.rapsim.org dans la section consacrée au RSIQ

**La prochaine édition du Bulletin des régions
est prévue pour septembre 2006.**

**ENVOYEZ-NOUS VOS ARTICLES ou vos sujets d'articles
DÈS AUJOURD'HUI !**

**Parlez-nous de vos projets actuellement en réalisation
Faites-nous part de vos coups de gueule
Rapportez-nous l'actualité de votre région**